

Questions orales

Maintenant, si le chef de l'opposition est contre une relance économique à Montréal, s'il est contre une intervention du gouvernement fédéral dans les industries de pointe, dans la grande région de Montréal, y compris la circonscription de Chambly, qu'il le dise carrément au lieu d'être en faveur à Beloeil et contre à la Chambre.

M. Turner (Vancouver Quadra): Qu'il dise ailleurs la même chose qu'il dit à Chambly, monsieur le Président!

[Traduction]

Les taux d'intérêt canadiens sont trop élevés. L'écart entre les taux canadiens et américains atteint presque un niveau record. La politique fiscale du gouvernement est lamentable. Au lieu de renoncer au projet de TPS, il essaie de nous duper en proposant des modifications de pure forme.

La politique budgétaire est lamentable. Les conservateurs ont fait toutes sortes de promesses pendant la campagne électorale. Maintenant, ils manquent à toutes ces promesses. Les résultats de l'Accord de libre-échange sont lamentables. Nous nous dirigeons vers un déficit commercial.

Qu'est-ce que le gouvernement entend faire pour éviter la récession? Pense-t-il que les fausses promesses qu'il a faites pendant la campagne électorale vont l'aider cette fois-ci à préserver l'économie canadienne de la récession?

M. Mulroney: Monsieur le Président, je vais vous dire ce que nous allons faire. Nous n'adopterons pas de politiques comme celles qu'ont suivies les libéraux du temps où le chef de l'opposition était ministre des Finances et qui ont eu pour conséquences de creuser le déficit et de précipiter le pays dans une grave crise économique. Il en est responsable.

Les fonds consacrés aux programmes et les dépenses en général ont augmenté de près de 20 p. 100 par année lorsque le chef de l'opposition était ministre des Finances. Nous avons contenu la hausse des dépenses liées aux programmes à 3,5 p. 100, contre 20 p. 100 du temps où le député était ministre des Finances.

La semaine dernière, un journaliste réputé du *Globe and Mail* a déclaré que c'est entre 1975 et 1984, soit sous le gouvernement de l'ancien premier ministre, que l'économie canadienne a été dévastée. Il avait raison. Nos politiques ont pour effet de rendre l'économie canadienne plus forte et plus concurrentielle. Nous les maintiendrons, car elles n'ont pas pour conséquences de laisser libre cours à l'inflation ni de faire monter le chômage. Elles visent au contraire à préparer le Canada pour qu'il

puisse entrer dans la prochaine décennie avec une économie dynamique et moderne.

* * *

[Français]

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET LES SERVICES

M. Douglas Young (Gloucester): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. La taxe sur les produits et les services, tout le monde s'accorde à le dire, est un autre dur coup pour l'économie canadienne. Les petites et moyennes entreprises subissent déjà le fardeau des taux d'intérêt trop élevés et aussi, à l'heure actuelle, on reconnaît une diminution dans les achats par les consommateurs.

Monsieur le Président, ma question au ministre des Finances est à savoir s'il reconnaît que sa proposition d'une taxe sur les produits et services va mener le Canada à une récession. Est-ce qu'il est prêt maintenant à écouter un peu les voix à travers le pays qui lui demandent, qui le supplient même de retirer sa proposition d'une taxe sur les produits et les services?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le gouvernement a écouté très attentivement lorsqu'il a fait des consultations et lorsque le Comité des finances a tenu ses audiences partout au Canada. Il a écouté attentivement ce que les Canadiens avaient à dire. C'est demain que je ferai rapport à la Chambre à ce sujet, comme je l'ai dit la semaine dernière.

Je répète au député qu'il aurait plus de crédibilité comme porte-parole de son parti s'il présentait des solutions de rechange utiles plutôt que de se contenter de nous dire de rejeter ceci et de laisser tomber cela. C'est loin d'être la façon d'aborder les problèmes auxquels nous devons faire face à l'heure actuelle.

Les libéraux reculent devant les problèmes d'ordre fiscal, devant les problèmes que cause une inflation élevée et nous disent ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire, mais ils n'ont pas l'intelligence de proposer une autre orientation.

M. Young (Gloucester): Monsieur le Président, deux propositions rapides seraient de réduire les taux d'intérêt et la valeur du dollar canadien. Cela contribuerait plus que n'importe quoi à aider les exportations et les entreprises.

Des voix: Oh, oh!

M. Young (Gloucester): Un bon début, Monsieur le ministre des Finances, serait d'abaisser les taux d'intérêt.

Le ministre des Finances a toujours dit qu'il ne changerait pas d'avis à propos de la taxe sur les produits et